Amandine BARB, *Entre Dieu et César. Histoire politique des accommodements religieux aux États-Unis*

Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, coll. « Droit et Religions », 2019, 326 p.

Yann Raison du Cleuziou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/63959>
DOI : 10.4000/assr.63959
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2021
Pagination : 175-177
ISBN : 9782713228735
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Yann Raison du Cleuziou, « Amandine BARB, *Entre Dieu et César. Histoire politique des accommodements religieux aux États-Unis* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 196 | octobre-décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/63959> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.63959>

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Amandine BARB, *Entre Dieu et César. Histoire politique des accommodements religieux aux États-Unis*

Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, coll. « Droit et Religions », 2019, 326 p.

Yann Raison du Cleuziou

RÉFÉRENCE

Amandine BARB, *Entre Dieu et César. Histoire politique des accommodements religieux aux États-Unis*. Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, coll. « Droit et Religions », 2019, 326 p.

- 1 Tiré d'une thèse dirigée par Denis Lacorne, cet ouvrage propose une histoire éclairante des accommodements religieux aux États-Unis. Le terme d'accommodements renvoie à un problème quasiment consubstantiel à la philosophie libérale de l'État qui cherche à concilier deux nécessités potentiellement antagonistes : le respect de la liberté, et tout particulièrement de la conscience, individuelle ; la protection de l'ordre par l'autorité reconnue à la loi. En septembre 1787, dans sa lettre soumettant la Constitution au Congrès, George Washington reconnaissait déjà la potentielle tension qu'entraînait la fondation d'un État qui place au sommet de ses finalités la protection de la liberté des individus à « rechercher le bonheur » : « Les individus qui entrent en société doivent abandonner une part de liberté pour préserver le reste. L'ampleur de leur sacrifice doit dépendre aussi bien de la situation et des circonstances, que de l'objectif à atteindre. Il est de tout temps difficile de déterminer avec précision la frontière entre ces droits qui doivent être abandonnés, et ceux qui doivent être conservés. » Placée en *incipit* du livre, cette citation pose effectivement bien le problème de la relativité de la justice dans la mesure où un ordre juridique n'impose pas à tous les citoyens des renoncements d'égale portée. Cette question est d'autant plus épineuse quand les « sacrifices »

imposés sont perçus comme des transgressions des commandements divins. Les accommodements répondent donc à un dilemme qui s'impose aux juges en charge de veiller à l'application du droit : « D'une part, la nécessité de rester neutre à l'égard du religieux et d'appliquer uniformément la loi et, de l'autre, l'obligation de protéger le libre exercice de ses citoyens, qui revendiquent, au nom des idéaux constitutionnels, des accommodements à l'égard des régulations qui entravent leurs croyances ou pratiques religieuses » (p. 20).

- 2 L'un des grands intérêts de l'ouvrage d'Amandine Barb est de montrer que ce dilemme juridique n'a cessé d'évoluer et de se poser en des termes différents. Elle en propose une histoire longue depuis l'établissement des premières colonies jusqu'au mandat présidentiel de Donald Trump. Il s'agit d'une histoire juridique qui s'appuie principalement sur les arrêts de la Cour suprême et des tribunaux inférieurs ainsi que sur l'examen des lois aux niveaux fédéral et fédéré qui portent sur la liberté de religion. Barb retrace finement leurs contextes et les controverses qu'ils suscitent. Elle montre la tension permanente qui existe entre une « laïcité libérale progressiste » soucieuse de l'égalité morale des citoyens et une laïcité plus républicaine soucieuse de l'égalité devant la loi (p. 22). Le premier chapitre montre que la possibilité des accommodements ne fait pas consensus aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les quakers qui demandent une exemption de la conscription militaire ne pourront la faire accepter qu'au prix de compensations pour participer à l'effort de guerre par d'autres moyens. Ceux qui refuseront cette contrepartie risqueront de se faire confisquer leur propriété. Le second chapitre montre comment la jurisprudence va évoluer et devenir l'enjeu d'une résistance à la domination protestante au XIX^e siècle (p. 65). Dans la mesure où les *blue laws* (p. 67), qui font du dimanche un jour chômé obligatoire, reposent sur une conception de la morale qui émane de la principale Église, le combat pour la séparation de la religion et de l'État émane des minorités qui ont un autre jour de repos : la communauté juive et les adventistes du septième jour. Discriminés par l'impossibilité de travailler le dimanche, ces derniers vont créer plusieurs associations pour défendre la neutralité de l'État. Dans un contexte de construction nationale, l'enjeu est aussi pour ces minorités de sortir d'une marginalisation qui tend à les disqualifier comme des mauvais citoyens s'ils cherchent à vivre conformément à leur foi (p. 85). Le combat pour les accommodements passe donc par la demande d'une plus stricte neutralité religieuse de l'État afin que tous les groupes confessionnels soient véritablement égaux. Le troisième chapitre montre comment ces demandes d'accommodements, initialement déboutés dans la plupart des cas, vont être progressivement acceptées. À partir des années 1940, la Cour suprême reconnaît que le Premier Amendement ne concerne pas que la loi fédérale et s'impose également aux niveaux fédérés et locaux. Cette évolution va ouvrir très largement la possibilité d'accommodements. En 1943, les juges permettent ainsi aux enfants des Témoins de Jéhovah de ne pas saluer le drapeau. Du moment que l'exemption ne représente pas une menace grave et immédiate pour la société, elle peut être acceptée (p. 99). En 1963, l'arrêt *Sherbert v. Verner* pose que désormais un citoyen peut bénéficier d'une immunité à l'égard d'une loi neutre et universelle si celle-ci compromet accidentellement le libre exercice de sa religion (p. 101). L'extension de ce principe va susciter de nombreuses controverses et tensions entre la Cour suprême et le Congrès, car sous couvert de neutralisation de l'État, il peut réintroduire la possibilité de favoritisme religieux (p. 112). La dynamique en faveur des accommodements est d'autant plus forte que les juges élargissent la définition de la religion afin de mieux respecter la pluralisation du paysage religieux américain. Le

quatrième chapitre montre que la généralisation des accommodements a été stoppée par la décision *Employment Division v. Smith* en 1989. Dans un spectaculaire revirement, les juges rejettent alors le principe d'un droit constitutionnel à une exemption sur la base de la religion (p. 138). Ce retour en force d'une interprétation laïque provoque en réaction de fortes mobilisations des Églises qui voient dans cette évolution une remise en cause de l'identité nationale. Cette lutte se politise et sous l'influence des courants catholiques et protestants conservateurs, le parti républicain en fait un marqueur politique. À la fin de sa présidence, George H. Bush décide de consacrer une journée à la célébration nationale de la liberté religieuse (p. 154). Les évolutions parallèles de la laïcité française avec la loi sur les sectes (2001) et la loi sur le voile (2004) sont mobilisées aux États-Unis comme des exemples d'intolérance étatique à ne pas suivre. À l'occasion de l'affaire Nashala Hearn, une étudiante qui refuse d'ôter son voile, l'État met en avant sa tolérance comme un pilier de l'identité nationale (p. 163). La réaction à l'arrêt *Smith* a provoqué l'émergence d'une nouvelle conception de la politique religieuse qui repose sur l'idée que les groupes confessionnels doivent être protégés contre les ingérences de l'État laïque (p. 179). Le cinquième chapitre montre comment, dans un contexte de sécularisation de la société et d'affirmations des *nones*, les chrétiens conservateurs de la droite religieuse vont développer cette ligne afin de revendiquer la liberté de résister à la reconnaissance des droits des personnes LGBT ou aux politiques publiques en faveur de l'avortement ou de la contraception. La protection de l'objection de conscience devient alors un mot d'ordre dont le courant laïque dénonce l'ambiguïté. Car sous couvert de la liberté religieuse cette ligne politique rend légitime la perpétuation de discriminations à l'égard des minorités sexuelles (p. 231). Ce chapitre offre bien des clefs pour penser la manière dont la droite religieuse va faire de la défense des accommodements religieux un levier pour construire les églises chrétiennes en victimes d'un progressisme étatique qui transgresserait l'identité nationale. Après une mise au point sur les ambivalences des accommodements dans les écoles publiques américaines, le septième et dernier chapitre ouvre la réflexion en montrant comment la sécularisation de la population américaine ouvre de nouveaux champs à l'application des accommodements. Pour Kent Greenawalt, Jocelyn Maclure, Charles Taylor ou Cécile Laborde, la conception de la liberté de conscience est biaisée par son identification à la liberté religieuse. Ce sont toutes les « croyances fondamentales qui permettent aux individus de structurer leur identité morale » qui devraient bénéficier d'une protection juridique (p. 272).

- 3 La conclusion du livre apporte un éclairage sur la conception maximaliste de la liberté religieuse défendue par Donald Trump. Le droit n'est alors plus l'instrument d'une protection de l'autonomie de la société, mais un outil politique qui permet d'arbitrer les luttes d'influence en son sein au profit des courants chrétiens conservateurs. Cette politique apparaît comme une instrumentalisation du droit afin de maintenir les avantages de groupes confessionnels qui ne peuvent plus appuyer leur influence sur les mœurs dominantes. L'analyse historique d'Amandine Barb montre que le combat pour les accommodements, porté successivement par les minorités pour défendre leur particularité, puis par les majorités religieuses pour défendre leurs privilèges et résister à la sécularisation, peut prendre de nouvelles directions et devenir un vecteur de l'approfondissement démocratique de l'égalité. L'histoire des accommodements n'est pas définitivement liée à l'histoire religieuse des États-Unis. À l'issue de ce parcours historique, il faut saluer les qualités de précision, de clarté et de synthèse de cet ouvrage. En retraçant les controverses autour des accommodements religieux,

Amandine Barb offre autant de connaissances historiques que de matière à la réflexion philosophique sur le droit et les relations entre États et convictions. Un index, une bibliographie et une chronologie des principaux arrêts de la Cour suprême complètent utilement le livre.